

FRANÇOIS HOLLANDE S'ENGAGE A RETABLIR L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE DE L'HISTOIRE GEOGRAPHIE ÉDUCATION CIVIQUE EN TERMINALE SCIENTIFIQUE

Avril 2012 : Sénateurs et députés face au rétablissement de l'Histoire Géographie Éducation civique en Terminale Scientifique

À la suite des Etats-Généraux organisés le 28 janvier 2012 par l'Association des Professeurs d'Histoire-Géographie-Education Civique (APHG), Le Président Bruno Benoit puis les Secrétaires généraux Béatrice Louapre-Sapir, Hubert Tison et Claude Ruiz ont envoyé un courrier à chaque sénateur et à chaque député. Dans cette lettre étaient exposées les doléances et les propositions exprimées dans le Manifeste des États généraux de l'histoire et de la géographie.

Voici une présentation rapide du dépouillement des réponses à la date du 10 mai 2012. Cette synthèse a été réalisée par Hélène Chanezon et Monique Defradas

I. Plus de la moitié des Sénateurs qui ont répondu, soutiennent les propositions de l'APHG.

Ils sont 39 sur 348 à avoir répondu donc 11,21 % dont plus de la moitié (23 sur 39 = 59 %) soutiennent les propositions de ce manifeste. Ils exigent le rétablissement de l'enseignement obligatoire de l'histoire et de la géographie en classe de Terminale scientifique et demandent des horaires décents à tous les niveaux d'enseignement.

15 sénateurs posent une question écrite au Ministre de l'Education.

3 sénateurs contestent les propositions du Manifeste. Pour eux, l'enseignement de l'histoire et de la géographie n'est pas remis en cause par la réforme du Lycée telle qu'elle est conçue.

Sénateurs Détails réponses Etats Généraux

Prénom	Nom	Circonscription	Parti
Dominique	BAILLY	Nord	PS
Jean-Pierre	BEL	Ariège	PS
Marie-Christine	BLANDIN	Nord	Eco
Corinne	BOUCHOUX	Maine et Loire	Eco
Pierre	CAMANI	Lot et Garonne	PS
Yves	CHASTAN	Ardèche	PS
Hélène	CONWAY MOURET	F Hors France	PS
Yves	DAUDIGNY	Aisne	PS
Francis	DELATTRE	Val d'Oise	UMP
Christiane	DEMONTÈS	Rhône	PS
Yves	DÉTRAIGNE	Marne	UCR
Odette	DURIEZ	Pas de Calais	PS
Anne-Marie	ESCOFFIER	Aveyron	RDSE
Alain	FAUCONNIER	Aveyron	PS
Guy	FISCHER	Rhône	UCR
Jean	GERMAIN	Indre et Loire	PS
Dominique	GILLOT	Val d'Oise	PS
Gaëtan	GORCE	Nièvre	PS
Edmond	HERVÉ	Ile et Vilaine	PS
Georges	LABAZÉE	Pyrénées Atlantiques	PS
Daniel	LAURENT	Charente Maritime	UMP
Françoise	LAURENT-PERRIGOT	Gard	PS
Jacques	LEGENDRE	Nord	UMP
Jean-Claude	LEROY	Pas de Calais	PS
Marie-Noëlle	LIENEMANN	Paris	PS
Jeanny	LORGEUX	Loir et Cher	PS
Jacques-Bernard	MAGNER	Puy de Dôme	PS
Danielle	MICHEL	Haute Saône	PS
Alain	MILON	Vaucluse	UMP
Renée	NICOUX	Creuse	PS
Ladislav	PONIATOWSKI	Eure	UMP
François	REBSAMEN	Côte d'Or	PS
Jean-Claude	REQUIER	Lot	RDSE
Laurence	ROSSIGNOL	Oise	PS
René-Paul	SAVARY	Marne	UMP
Jean-Pierre	SUEUR	Loiret	PS
René	TEULADE	Corrèze	PS
Jean-Marc	TODESCHINI	Moselle	PS
Maurice	VINCENT	Loiret	PS

UMP : Union pour un Mouvement Populaire ; PS : Parti Socialiste et apparentés ; RDSE : Rassemblement Démocratique Social et Européen ; GUCR : Union Centriste et Républicaine ; GCRC : Groupe Communiste Républicain et Citoyen ; Eco : Groupe Écologiste

Voici trois extraits de lettres de Sénateurs :

Jean-Pierre Bel, Président du Sénat a répondu par l'intermédiaire de son chef de cabinet Pierre Besnard : « Le Président m'a chargé de vous informer que les propositions de ce manifeste rencontrent son plein accord et son soutien ».

Jean Germain, Indre et Loire a posé une question écrite au Ministre et écrit : « Les élèves de la filière scientifique, qui voit passer nombre de futurs décideurs [...] doivent pouvoir continuer à s'appuyer sur l'histoire et la géographie pour mûrir leur réflexion sur les comportements humains, individuels comme collectifs, et sur le sens de l'organisation des sociétés qui les traversent. »

Hélène Conway-Mouret, Français hors de France, écrit au Ministre : « L'absence d'enseignement d'histoire-géographie pénalise fortement les jeunes citoyens ainsi formés, sans compter que la filière scientifique mène aussi bien à des études supérieures en sciences dures qu'en sciences humaines. Je tiens à souligner que la culture générale constitue également bien souvent une épreuve disqualifiante pour les concours d'entrée dans les filières sélectives à la sortie des lycées : sans l'enseignement commun et obligatoire de l'histoire et de la géographie, on avantage d'autant plus pour ces concours les élèves issus de milieux aisés qui ont plus facilement accès à ces savoirs en dehors de l'école. »

II. Plus de la moitié des députés qui nous ont répondu, ont posé une question écrite au Ministre de l'Education.

II.1. Nous avons reçu les réponses de 78 députés sur 559¹ au 4 mai 2012, représentant 14 % du nombre total des députés.

Vous pourrez consulter ci-dessous la liste des députés qui ont répondu, leur parti et leur circonscription.

1 Députés réponses courriers détails			
Prénom	Nom	Circonscription	Parti Politique
Elie	ABOUD	Hérault	UMP
Yves	ALBARELLO	Seine et Marne	UMP
Nicole	AMELINE	Calvados	UMP
Jean-Marc	AYRAULT	Loire- Atlantique	PS
Claude	BARTOLONE	Seine-Saint-Denis	PS
Marie-Noëlle	BATTISTEL	Isère	PS
François	BAYROU	Pyrénées Atlantiques	NI
Véronique	BESSE	Vendée	NI
Alain	BOCQUET	Nord	GDR
Jean-Louis	BORLOO	Nord	UMP (APP)

¹ Nous avons pris comme référence pour notre calcul le total de 559 députés indiqué sur le site de l'Assemblée Nationale en date du 04/05/2012.

1 Députés réponses courriers détails

Prénom	Nom	Circonscription	Parti Politique
Bruno	BOURG-BROC	La Marne	UMP
Jean-Pierre	BRARD	Seine Saint-Denis	GDR
Philippe	BRIAND	Indre-et-Loire	UMP
François	BROTTE	Isère	PS
Martine	CARILLON -COUVREUR	Nièvre	PS
Gérard	CHARASSE	Allier	PS (APP)
André	CHASSAIGNE	Puy de Dôme	GDR
André	CLAEYS	Vienne	PS
Catherine	COUTELLE	Vienne	PS
Marc -Philippe	DAUBRESSE	Nord	UMP
Hervé	DE CHARRETTE	Maine-et-Loire	NC
Bernard	DEBRE	Paris	UMP
Lucien	DEGAUCHY	Oise	UMP
Julien	DRAY	Essonne	PS
Nicolas	DUPONT-AIGNAN	Essonne	NI
Raymond	DURAND	Rhône	NC
Albert	FACON	Pas-de-Calais	PS
Hervé	FERON	Meurthe-et-Moselle	PS
Hervé	GAYMARD	Savoie	UMP
André	GERIN	Rhône	GDR
Jean-Pierre	GORGES	Eure -et -Loir	UMP
Jean-Pierre	GRAND	Hérault	UMP
Jean	GRELLIER	Deux-Sèvres	PS
Jean-Claude	GUIBAL	Alpes-Maritimes	UMP
Antoine	HERTH	Bas-Rhin	UMP
François	HOLLANDE	Corrèze	PS
Françoise	HOSTALIER	Nord	UMP
Michel	ISSINDOU	Isère	PS
Christian	JACOB	Seine- et- Marne	UMP
Denis	JACQUAT	Moselle	UMP
Yves	JEGO	Seine-et-Marne	UMP
Maryse	JOISSAINS-MASINI	Bouches du Rhône	UMP
Yvan	LACHAUD	Gard	NC
Jean-Christophe	LAGARDE	Seine- Saint -Denis	NC
Jack	LANG	Pas de Calais	PS
Jean	LASSALLE	Pyrénées-Atlantiques	NI
Marylise	LEBRANCHU	Finistère	PS
Michel	LEFAIT	Pas-de-Calais	PS
Michèl	LIEBGOTT	Moselle	PS
François	LONCLE	Eure	PS
Lionnel	LUCA	Alpes -Maritimes	UMP
Louis Joseph	MANSCOUR	Martinique	PS

1 Députés réponses courriers détails			
Prénom	Nom	Circonscription	Parti Politique
Hervé	MARITON	Drôme	UMP
Philippe	MARTIN	Gers	PS
Henriette	MARTINEZ	Hautes-Alpes	UMP
Jean-Marie	MORISSET	Deux-Sèvres	UMP
Jacques	MYARD	Yvelines	UMP
Jean-Luc	PERAT	Nord	PS
Sylvia	PINEL	Tarn-et-Garonne	PS (APP)
Michel	PIRON	Maine et Loire	UMP
Axel	PONIATOWSKI	Val d'Oise	UMP
Anny	POURSINOFF	Yvelines	NI
Didier	QUENTIN	Charente-Maritime	UMP
Michel	RAISON	Haute- Saône	UMP
Marie-Josée	ROIG	Vaucluse	UMP
Martial	SADDIER	Haute Savoie	UMP
André	SANTINI	Hauts-de -Seine	NC
François	SCHELLIER	Val d'Oise	UMP
Fernand	SIRE	Pyrénées- Orientales	UMP
Jean-Pierre	SOISSON	Yonne	UMP
Dominique	SOUCHET	Vendée	NI
Marisol	TOURAINÉ	Indre-et-Loire	PS
Alfred	TRASSY-PAILLOGES	Seine-Maritime	UMP
Christian	VANNESTE	Nord	UMP
Catherine	VAUTRIN	Marne	UMP
Michel	VAUZELLE	Bouches-du-Rhône	PS
Marie-Jo	ZIMMERMANN	Moselle	UMP
Jean-Charles	TAUGOURDEAU	Maine-et-Loire	UMP
Jean-Louis	TOURAINÉ	Rhône	PS

Pour l'information, voici la répartition par parti des 78 députés qui ont répondu :

UMP	38 réponses sur 305 députés soit	12,46%
Nouveau Centre	5 réponses sur 24 députés soit	20,83 %
PS	26 réponses sur 197 députés soit	13,20%
GDR	4 réponses sur 20 députés soit	15 %
Non inscrits	6 réponses sur 13 députés soit	46,15 %
Totaux	78 réponses sur 559 députés soit	14 %

II.2. Sur les 78 réponses, **plus de la moitié soit 52%** (41 sur 78) ont posé une question écrite au Ministre de l'Education, démontrant ainsi l'importance qu'ils attachent à la formation du citoyen y compris en terminale scientifique.

Bien souvent le Ministre répond de manière formelle en soulignant que « aujourd'hui comme hier l'histoire fait partie du socle commun de culture partagée que la Nation

s'engage à transmettre à ses enfants tout au long de leur scolarité», mais ajoute « le but premier de la réforme des lycées est de rééquilibrer les séries ».

Voici quelques extraits du courrier que nous avons reçu :

Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche, député de Loire Atlantique :

« J'attache une importance essentielle à la formation civique des citoyens tout au long de leur scolarité. C'est pourquoi, avec les députés socialistes, je me suis clairement opposé à la suppression de l'enseignement obligatoire de l'histoire et de la géographie en terminale scientifique par le gouvernement de François Fillon. François Hollande s'est clairement engagé à le rétablir.... »

François Bayrou, président du MODEM, député des Pyrénées-Atlantiques : « Je me suis publiquement engagé au cours de cette campagne dans le sens des positions que vous défendez. Soyez assurés de ma détermination à peser en ce sens dans la période qui s'annonce ».

Jean-Pierre Brard, Gauche Démocrate et Républicaine, député de Seine Saint-Denis, secrétaire de la commission des finances : « Je partage, en tout point, votre constat. Il est aisé de juger des options politiques d'un régime à la place qu'il réserve à l'enseignement de l'Histoire, de la Géographie et de la Philosophie. Le moins que l'on puisse dire, au vu de la dégradation des conditions et des contenus d'apprentissage et de formation de ces disciplines dans notre pays, c'est que notre démocratie s'épuise et prépare un avenir bien sombre aux sciences de l'Homme. Comme l'écrivait déjà Tite-Live il y a plus de vingt siècles : « s'il y a dans l'histoire, c'est-à-dire dans la connaissance des faits quelque chose de fructueux et de salutaire, c'est que vous y contemplez en des monuments éclatants les enseignements de tous les exemples ; c'est ce que vous y trouvez, pour vous et pour votre patrie, ce qu'il vous faut imiter, ce qu'au contraire vous devez fuir parce que l'entreprise et l'issue en sont honteuses ». Je suis, comme vous, persuadé que les professeurs d'Histoire et de Géographie continuent, malgré tous les obstacles, de porter avec fierté cette noble mission que la République leur a confiée ».

François Brottes, PS, député de l'Isère : « L'histoire et la géographie permettent d'éclairer les débats sur l'identité, la culture, la mondialisation. Leur enseignement fonde par conséquent une démarche de formation à la citoyenneté et à la réflexion critique, *a fortiori* en terminale dont le programme recouvre la période contemporaine jusqu'à nos jours. C'est ainsi que l'enseignement de l'histoire récente, et en particulier celle de l'Algérie, exigerait aujourd'hui un effort supplémentaire. »

Hervé Féron, PS, député de Meurthe-et-Moselle : « L'âge des élèves de terminale, qui les rapproche de l'accession à la citoyenneté, en fait d'ailleurs les premiers intéressés par l'enseignement de ces matières, souvent associées à l'éducation civique, juridique et sociale. Au regard du rôle fondamental joué par l'histoire et la géographie dans la vie des citoyens, et en raison de l'âge proche de la majorité des élèves de terminale, il lui demande de bien vouloir reconsidérer sa proposition de rendre l'histoire et la géographie optionnelles en classe de terminale scientifique. »

Bernard Debré, UMP, ancien ministre, député de Paris, nous écrit « veuillez croire que j'ai été sensible à vos arguments et que je ne manquerais pas de les garder à l'esprit lors des

prochaines évolutions de l'enseignement de ces deux matières fondamentales pour l'acquisition de la culture générale ». Il signale qu'il a pris position sur le sujet dans un article « l'Histoire de France assassinée » dans lequel il écrit « rien de solide ne peut être construit sur le sable, sans une connaissance de l'Histoire. Nous sommes entrain de créer une génération de jeunes déracinés qui ne se sentiront bien nulle part. N'oublions pas ceux et celles qui ont donné leur vie pour la liberté de notre pays. Elle n'est pas si éloignée cette Seconde Guerre mondiale. Ce sont nos parents et grands parents qui pour beaucoup ont été exemplaires. Nier l'Histoire, c'est les tuer une seconde fois ».

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la République, député de l'Essonne, : « En effet, comment parler d'appartenance des citoyens à un Etat ou même d'intégration de ressortissants étrangers à cet Etat, sans être capable de le situer dans le temps et dans l'espace ? »

Henriette Martinez, UMP, députée des Hautes-Alpes : « Trouver un terrain d'entente avec des enseignants inquiets de voir disparaître des disciplines porteuses de culture générale, de sens critique et dont chacun s'accorde à reconnaître le rôle éminemment civique. »

Jacques Myard, UMP, député des Yvelines, demande au Ministre : « Quelles instructions nouvelles, il entend donner pour que l'enseignement de l'histoire- géographie reconquière la place quelle mérite et que le contenu des programmes scolaires remette en leur cœur la France sans lesquelles il n'existe pas de destin commun ».

André Santini, Nouveau Centre, ancien ministre, député des Hauts-de-Seine, « Si je n'approuve pas entièrement votre constat, comme vous je m'inquiète que les Humanités ne deviennent la portion congrue de notre Ecole. Comme vous, je suis convaincu que ces enseignements sont essentiels dans la construction des citoyens de demain, pour leur fournir les moyens de compréhension et d'interprétation du monde. Je souscris à l'ambition qu'avait assigné à l'Histoire Gabriel MONOD « sans se proposer d'autres buts, d'autres fins que le profit qu'en tire la vérité, l'histoire travaille, d'une manière secrète et sûre, à la grandeur de la patrie en même temps qu'au progrès du genre humain. »

III - Les Ministres.

En outre, deux ministres de l'actuel gouvernement : Laurent Wauquiez et Gérard Longuet ont répondu.

Gérard Longuet, Ministre de la Défense « Je partage votre conviction selon laquelle la connaissance de l'histoire est un des fondements de la culture républicaine et quelle doit être, à ce titre, préservée et même encouragée [...] Soyez assuré monsieur le Président que j'adhère tout à fait à votre analyse ».

François Hollande s'engage à rétablir l'enseignement obligatoire de l'Histoire Géographie en Terminale scientifique.

En conclusion, cette action de l'APHG en direction de nos élus a permis de mettre sur la place publique les problèmes posés par la suppression de l'histoire géographie éducation civique en terminale scientifique.

Nous notons que le sénateur Jean Germain nous écrit le 29 février : « J'appelle votre attention sur le souhait que François Hollande a exprimé le 9 février dernier à Orléans de rétablir l'enseignement obligatoire de l'histoire et de la géographie en terminale-S s'il est élu président de la République », souhait confirmé par le président du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale Jean-Marc Ayrault qui a écrit le 18 avril 2012 « François Hollande s'est clairement engagé à le rétablir ».